

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 24/2 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.2.60864

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Dernière remarque: les revendications féministes sont apparues de tout temps. Pour la période moderne, et pour prendre un exemple allemand, Sophie Elisabeth, duchesse de Brunswick-Lünebourg, et plus encore Sibylla Ursula (de la même famille) – la sœur d'Antoine-Ulrich ont agi de manière considérable, encore trop souvent sous-estimée. Quant aux Précieuses, elles ne furent pas toujours ridicules et ont été, au contraire extrêmement efficaces: chapitre à revoir. Molière représente un contre-courant (bourgeois ???), typique des effets de rétroactions sociales à vrai dire assez classiques, sinon »normales«. Simples remarques en passant ...

Dois-je avouer ma »prédilection« pour les deux articles de Georges BENREKASSA, (*Mœurs et Modération*) surtout pour le second (modération). Ce pour deux raisons, qui me semblent, à tort ou à raison, déterminantes. Tout d'abord, l'auteur esquisse, sur la problématique posée par l'étude des champs sémantiques, des remarques qui sont particulièrement pertinentes: ce n'est pas le lieu, ni l'endroit, de les discuter et de les commenter, car cela nécessiterait pour le moins un très gros article. L'auteur remonte, comme la logique même du sujet me paraît l'exiger, au XVI<sup>e</sup> siècle. Je n'ai cessé de dire que le vocabulaire du XVIII<sup>e</sup> siècle retrouve, et ce très consciemment, celui – du XVI<sup>e</sup> siècle, quitte d'ailleurs à en transformer la portée et la signification. Et par delà, le recours à Aristote et à Cicéron demeure, en tout état de cause, la base initiale, ces gens-là étant, au moins jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, pétris de latinité directe, et après 1650, de latinité »indirecte« par traductions interposées. En ce dernier cas, il peut y avoir surévaluation qualitative, comme pour »les Vies illustres« de Plutarque: avouons, pour notre part, que la traduction d'Amyot fait du bonhomme, en fin de compte assez rébarbatif qu'a été Plutarque, un livre de références »d'exempla« autrement convaincant, et en tout cas, bien adapté à la sentimentalité et à la sensibilité de la deuxième moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. Amyot plus que Plutarque lui-même a façonné maints révolutionnaires, en donnant l'exemple de la vertu comme valeur suprême, et dévalorisant d'un coup la »modération«.

Dieter GEMBICKI a eu le courage de s'attaquer au mot *siècle*. La tâche n'est pas facile: il en dessine, avec beaucoup d'à propos, les méandres. Tout comme Georges Benrekassa, il débute ... par le commencement, c'est-à-dire par l'humanisme. De fait, coexistent deux plans: 1) celui de la périodisation de l'histoire, problème technique par excellence, qui déborde largement le cadre français, témoin les discussions (vives) marquant l'école historique de Göttingen à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et 2) celui du »jugement« philosophique sur le »siècle des Lumières« fût-ce par rapport au »siècle de Louis XIV«. C'est-à-dire une voie qui, pour nous autres historiens de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, nous semble (?), ou devrait nous sembler, (??) incompatible avec le problème technique proprement dit.

Voilà donc un compte rendu bien trop long et trop court à la fois. Ce qui veut dire que ce livre répond parfaitement aux deux buts visés par les promoteurs: 1) faire le point, donc un ouvrage de consultation et de référence et 2) susciter, directement et indirectement, la discussion, et plus encore, la recherche complémentaire.

Au total un très bon livre, que l'on prendra avec plaisir, car la qualité en est constante, et au total excellente. Suprême éloge pour un livre collectif ...

Jean MEYER, Paris

Andrée CORVOL, Isabelle RICHEFORT (dir.), *Nature, environnement et paysage: l'héritage du XVIII<sup>e</sup> siècle. Guide de recherches archivistiques et bibliographiques*, Paris (Edit. L'Harmattan) 1995, 295 p.

Sous la houlette d'Andrée Corvol et d'Isabelle Richefort, derrière un titre ambitieux et quelque peu trompeur, les collaborateurs de ce livre, qui est bien plus qu'un guide, nous proposent une triple perspective: thématique (p. 1–82), bibliographique (p. 83–110) et ar-

chivistique (p. 111–291). C'est dire l'intérêt de cet ouvrage à la fois quant à l'état des problématiques et à la recension des sources disponibles pour un sujet qui, de nos jours, alimente l'actualité.

Se posent d'emblée deux questions, l'une tenant à la définition même du sujet, l'autre relative au cadre chronologique adopté. Comme le constate Christian DUGAS DE LA BOISSONNY qui nous met en garde contre d'éventuels dérives ou anachronismes (p. 59), le terme d'«environnement» change de sens en fonction du cadre politique, social et psychologique: il ne revêt pas la même signification pour une société rurale attachée à ses traditions, comme celle du XVIII<sup>e</sup> siècle, que pour nos sociétés urbanisées et industrialisées du XX<sup>e</sup> siècle qui ont pris quelque distance par rapport à la terre. Par ailleurs, force est de constater que la perception de cet environnement, par suite d'un clivage socio-culturel assez net, est davantage le fait d'une frange sociale limitée à la «bonne société» des villes et relativement aisée, que celui des masses rurales attachées à la glèbe et préoccupées du pain quotidien. Il est en outre ambitieux de vouloir faire entrer un phénomène de «longue durée» dans le «temps court» des années 1750–1800: car le problème de l'environnement préexiste, bien entendu, à la prise de conscience et aux solutions adoptées par la Révolution française, dans la mesure où le niveau de vie, apparemment figé, ne cesse de se détériorer, en particulier sous l'effet de la surcharge démographique et de l'inertie des techniques, entre la fin du Moyen Age et l'époque contemporaine: effet des pénuries relatives conduisant au mouvement contestataire qui se déploie autour de la concurrence entre espace urbain et espace rural, entre domaine sylvicole et domaine agricole (Andrée CORVOL-DESSERT, p. 37–48), entre «ager» et «salut». Voilà de quoi regretter que l'appareil archivistique – fonds nationaux, départementaux et municipaux – n'ait pas été étendu à des sources qui ne font pas l'objet de statistiques officielles, comme celles, il est vrai très disparates, qui jalonnent la série E des liasses seigneuriales ou la collection des cahiers de doléances de 1789.

Il n'en reste pas moins que la période révolutionnaire se situe au cœur d'une évolution dont elle constitue le temps fort. A ce point de vue, la démarche des auteurs est parfaitement cohérente, dans la mesure où elle fait apparaître, dans une sorte de progression, la complexité des influences simultanées ou successives qui ont façonné cette prise de conscience. L'apport philosophique se reflète dans les «métaphores et représentations de la nature» (Isabelle RICHEFORT, p. 3–17): images et symboles utilisés dans l'art, thèmes chers aux écrivains de l'époque (la nature et les relations harmonieuses que l'homme doit entretenir avec elle). Or le développement scientifique qui s'esquisse à la fin de l'Ancien Régime (Jean-Marc DROUIN, *L'histoire naturelle, problèmes scientifiques et engouement humain*, p. 19–27) apporte une touche d'autant plus pessimiste au tableau présenté par les philosophes des Lumières que la nature, dispensatrice de ressources, devient objet d'étude (Thérèse CHARMAS-SON, *L'histoire naturelle, l'agriculture et l'économie rurale dans l'enseignement*, p. 29–35) et, dans le sillage de la physiocratie du XVIII<sup>e</sup> siècle, source de profit: l'environnement qu'il s'agit de préserver et d'utiliser au maximum, traduit «l'envie de profiter d'un espace sans autres bornes que celles fixées par ses occupants» (Andrée CORVOL-DESSERT, p. 48). A la conception très désintéressée des philosophes, soucieux d'instaurer une sorte de paradis, semble s'opposer celle des économistes faisant preuve de davantage de réalisme. Or, constate Andrée CORVOL, les deux conceptions voisinent souvent dans le même discours, trahissant un double langage tant dans les conceptions que dans les représentations (ibid. p. 42). Par ailleurs, la recherche de l'intérêt rejoint fréquemment le respect de l'ordre et le rejet de toute innovation, considérée comme socialement intolérable.

On voit combien les prises de position révolutionnaires (Christian DUGAS DE LA BOISSONNY, *La législation révolutionnaire*, p. 59–72), tout en intégrant l'héritage du siècle des Lumières, ouvrent la voie aux préoccupations de la société industrielle. Derrière le langage grandiloquent adopté par le Comité d'Agriculture, la Société centrale d'Agriculture et les responsables des statistiques départementales, se profilent les tentatives de liberté de cul-

ture et d'exploitation rationnelle du sol, faisant la synthèse entre l'idéal philosophique et de réalisme des économistes: les mesures prises par le Comité d'Agriculture se concrétisent par l'analyse des rendements agricoles, l'aménagement de l'espace, les grands travaux, la gestion de l'eau et des forêts (Isabelle RICHEFORT, *Politiques révolutionnaires de la nature*, p. 49–57). L'économie rejoint la politique, elle-même alourdie par l'idéologie révolutionnaire, puisque les adversaires sont à chercher du côté du système féodal et des pratiques collectives héritées de l'Ancien Régime. Du coup, les arguments »écologiques« (dévastation des forêts, dégradation des sols, conséquences désastreuses des travaux d'assèchement) seront utilisés par les opposants aux mesures révolutionnaires (Isabelle RICHEFORT, p. 57). Au-delà de l'événement – pillages et »braderie forestière« (Marie Noële GRAND-MESNIL, *Comment juger actuellement l'héritage révolutionnaire: l'exemple des forêts*, p. 73–82) la Révolution française va établir une législation qui résistera à l'épreuve du temps.

Au total, une entreprise ambitieuse, mais féconde puisqu'elle ouvre bien des perspectives et invite à la réflexion. Il resterait à souhaiter, comme le font remarquer plusieurs des auteurs (p. 16 et 27), que cet essai, ancré dans les interrogations et la culture d'une époque, s'ouvre sur une approche comparatiste à l'échelle de l'Europe.

Jean-Michel BOEHLER, Strasbourg

Werner SCHNEIDERS (Hg.), *Lexikon der Aufklärung. Deutschland und Europa*, München (C. H. Beck) 1995, 462 p.

L'ouvrage se compose d'environ 240 notices rédigées par plus de 120 auteurs, originaires dans leur grande majorité d'Allemagne ou de contrées germanophones. De nombreuses disciplines sont représentées, philosophie, théologie, droit, histoire, sciences de l'éducation, langues et littératures, etc.

Dans l'avant-propos, Werner SCHNEIDERS, éditeur de l'ouvrage et spécialiste de philosophie, explique que ce dictionnaire se concentre sur l'Allemagne, bien que d'autres cultures européennes soient abordées. Les notices concernent aussi bien les grandes tendances culturelles (littéraires, artistiques, philosophiques, théologiques, etc.) que l'évolution des sciences et des techniques. L'introduction qui suit est un essai de l'éditeur concernant l'ère des Lumières. L'*Aufklärung* est définie d'un côté comme une critique rationaliste des erreurs et des préjugés passés, un effort de clarification et de définition des concepts, et de l'autre comme un appel à l'émancipation intellectuelle, à la pensée autonome (*Selbstdenken*). Cette allusion à la fameuse définition de Kant à l'entrée de ce dictionnaire donne d'une certaine façon le ton: de nombreuses notices, traitant de sujets éthiques, philosophiques, politiques, juridiques, etc., présentent la philosophie de Kant comme l'aboutissement de l'*Aufklärung* et la transition vers l'idéalisme allemand.

Werner Schneiders rejette l'idée d'une Allemagne isolée du reste du monde occidental, parce qu'elle n'aurait pas participé à une évolution générale vers la société bourgeoise moderne. On comprend qu'il condamne implicitement la thèse de la *deutsche Misere*, formulée par Marx et Engels, et à leur suite par Lukács, Brecht et beaucoup d'autres, de Lepenies à Heiner Müller. L'Allemagne n'a peut-être pas rompu avec le féodalisme et l'absolutisme de manière aussi radicale et novatrice que l'Angleterre ou la France, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle ait suivi une voie particulière (*Sonderweg*). Les »événements de Paris« (p. 17), poursuit Schneiders, ne pourraient-ils pas être considérés comme une évolution funeste, comme un *Sonderweg* français menant à la destruction des Lumières? A la fin de son essai introductif, Schneiders rappelle que la Révolution française s'est terminée par la Restauration. Cette vision assez négative n'est pas celle de Roland MORTIER qui, à l'article »Frankreich«, explique les origines intellectuelles de la Révolution française par la contradiction qui oppose les idéaux des Lumières à un système politique fondé sur les privilèges.